

DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AU SENEGAL

« Le Nouveau Contre Pouvoir au Sénégal » : Quand le Hip Hop transforme le regard sur la participation citoyenne

Fatimata Ly- Fall
Novembre 2013

RESUMÉ

La multiplication des formes de participation citoyenne et l'institutionnalisation de la démocratie participative par les autorités étatiques ont profondément modifié les relations entre les gouvernants et les gouvernés. On assiste ainsi à une reconfiguration du jeu des acteurs et des arguments sur la sphère publique. De nouvelles figures émergent et occupent les arènes de débat public. Le Sénégal, à l'instar de plusieurs pays du monde, vit ce phénomène. Une analyse historico- descriptive de la participation citoyenne permet de mieux appréhender les conditions d'émergence des nouvelles dynamiques participatives. Un focus sur le mouvement de contestation dénommé Y'en a marre créé en janvier 2011 par de jeunes rappers et journalistes contribue à titre illustratif à expliciter comment de telles expériences participatives sont vécues par des acteurs hétérogènes issus de la société civile et en quoi, ils ont de réels effets sur les processus de prises de décisions publiques et la démocratie dans ce pays.

Mots clés : Démocratie participative/ Histoire politique/ Mouvements sociaux et culturels/ Sénégal/ Y'en a marre/ Hip hop

PARTICIPATORY DEMOCRACY IN SENEGAL

« The New opposing force in Senegal »: When Hip Hop changes the way we view civic participation

ABSTRACT

The proliferation of collective mobilization' forms and the institutionalization of participatory democracy by state' authorities has transformed the relationships between rulers and citizens. Indeed, that has remodeled public stakeholders' interactions on both strategic and argumentative levels. New figures appear on public arenas. Senegal, like many countries is experiencing this phenomenon. A historical and descriptive analysis of civic participation helps to better understand how new participatory dynamics arise. A focus on a subversive Hip Hop movement called "Y'en a marre "created in January 2011 by a group of young rappers and journalists, contributes to illustrate how such participatory experiences are caught by civic organizations and what are their reel effects on public decision making and democracy in this country.

Key words: Participatory Democracy / Political history /Social and cultural Movements / Senegal/ Y'en a marre /Hip hop

Le 23 Juin 2011, pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, est né un mouvement composé de plusieurs organisations de la société civile et des principaux partis d'opposition pour dire non à une proposition de loi introduite par le régime en place, permettant l'élection du Président de la République avec 25 % des suffrages et l'introduction d'un ticket composé d'un président et d'un vice président pour l'élection présidentielle. Une résistance farouche du mouvement du 23 Juin dont l'une des composantes phares est le groupe Y'en A Marre a aboutit au retrait de la proposition de loi. Depuis, plusieurs actions ont été menées par ce mouvement dont l'une des plus importantes a été le combat pour le retrait de la candidature du président Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle de 2012. Malgré une forte mobilisation des membres du mouvement du 23 juin, le conseil constitutionnel valide la candidature de Wade en Janvier 2012, et la contestation atteint son paroxysme avec la mort de plus d'une dizaine de sénégalais lors des manifestations publiques. Grâce à l'abnégation des membres de la société civile, ainsi que certains partis politiques, le régime de Wade vacille et finit par s'effondrer le 19 Mars 2012 lors de l'élection présidentielle.

En quoi cette expérience participative a ou non modifié les relations entre les gouvernants et les gouvernés au Sénégal, quel rôle les Y'en a marristes ont joué dans la révolte ? Plus de deux ans après les événements, quelle place occupe le mouvement Y' en a marre dans les arènes de débat public, quels sont les effets de leurs actions sur les processus de décision et la démocratie au Sénégal. Afin d'élucider toutes ces questions, nous nous arrêterons sur la genèse, le fonctionnement et le bilan de ce mouvement. Mais auparavant, nous ferons recours à l'analyse de l'évolution de la société civile au Sénégal.

C'est dans cette optique que nous aurons recours à la sociologie des mouvements sociaux, nous nous appuyerons notamment sur les travaux de Catherine Neveu afin de mieux comprendre les conditions d'émergence d'un mouvement comme Y' en a marre mais également l'ampleur de leur succès. Une transposition de l'interrogation de Neveu (2011) ¹ sur le lien entre les anciens mouvements sociaux et ceux que nous observons présentement au contexte sénégalais, nous aidera à mieux éclairer notre problématique. Cependant, nous optons pour un intervalle de temps plus long pour nous demander si les nouvelles dynamiques participatives telles que Y'en a marre sont les héritières des mouvements socioculturels et politiques au Sénégal, de la période coloniale aux années 1990 ?

En plus de la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie classique qui permet de mettre en exergue les causes de tels mouvements, nous allons emprunter d'autres outils tirés de la sociologie argumentative, plus particulièrement l'étude des trajectoires à partir des travaux de Francis Chateauraynaud. Elle s'appuie sur la sociologie pragmatique pour montrer comment de nouveaux arguments vont surgir pour porter leur cause dans l'espace public. Il fait également un focus sur l'expression de rapports de forces entre acteurs, en montrant comment s'élaborent et se transforment les relations entre acteurs. Le recours à l'analyse sociologique de l'argumentation nous semble nécessaire pour mettre en exergue le type de représentation engagé par un argument. Comme le rappelle Chateauraynaud (2007)

[1] Je reformule ici l'interrogation de Catherine Neveu qui dans « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011,1 (1), p. 186-209 se demande « Si les formes contemporaines de la démocratie participative sont ou non, et dans quelle mesure, les héritières des mouvements sociaux des années 1960 et 1970 qui avaient fait de la participation une notion centrale.» p.187

« C'est en entrant par les arguments que l'on se donne le plus de chances de saisir ce qui fait la puissance de conviction ou d'enrôlement d'une entité ou d'un réseau d'entités »²

I. LE FONCTIONNEMENT DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AU SENEGAL

Avant d'entreprendre la réflexion sur l'émergence de la démocratie participative au Sénégal, nous commençons par clarifier notre entendement de la société civile qui s'éloigne de la conception gramscienne qui intègre les partis politiques dans la société civile pour mieux mettre en exergue la confrontation entre la Société et l'Etat. Contrairement à Gramsci notre vision des organisations de la société civile exclut toutes celles qui ont un ancrage partisan. Nous retiendrons la conception de la société civile en tant que : canaux organisés de la vie sociale, en dehors du cadre étatique et du cadre partisan. Elle englobe notamment les associations à but non lucratif, les organisations syndicales, les organisations patronales etc.....Les organisations de la société civile sont donc vues ici comme acteurs de la sphère publique qui exercent un rôle de contre-pouvoir à l'état. Dans la perspective que nous avons empruntée, à savoir, l'analyse historico- descriptive, nous allons dans un premier temps nous demander comment une thématique comme la démocratie participative a émergé dans le champ politique sénégalais?, ce qui nous mieux permettra par la suite de mieux appréhender les nouvelles dynamiques participatives telles que Y'en 'a marre. Nous empruntons le terme de champ à Pierre Bourdieu qui le définit ainsi : « C'est le lieu où s'engendrent, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires, réduits au statut de "consommateurs", doivent choisir » (Bourdieu, 1981.p.3). L'idée ici, est de voir si l'émergence du thème de la démocratie participative s'est faite progressivement, et quels sont les éléments qui ont contribué à ce que cette notion devienne comme le soutiennent certains, une norme du discours des politiques, des leaders de la société civile et des citoyens eux-mêmes.

Afin de répondre à cette question, nous avons adopté une posture méthodologique descriptive et analytique avec comme sources d'informations, les résultats d'une recherche doctorale (2011), d'une thèse doctorale (en cours), des textes historiques sur la question mais également le témoignage de nos enquêtés. Ainsi nous avons pu constater que le glissement du thème de la démocratie participative dans le champ politique s'est fait progressivement, en parallèle avec l'évolution des organisations de la société civile.

Evolution des organisations de la société civile

Un focus sur l'histoire de l'apparition de la société civile dans l'espace national fait ressortir quelques grandes étapes, chacune d'entre elles a été plus marquée par son versant socioculturel, économique ou politique. Même s'il est vrai que des imbrications existent de part et d'autre, les frontières entre les trois n'étant pas étanche.

Durant la période coloniale

C'est une période caractérisée par des transformations économiques et sociales avec l'apparition des premières villes, la construction d'infrastructures comme les chemins de fer.

[2] Chateauraynaud F., La contrainte argumentative. Les formes de l'argumentation entre cadres délibératifs et puissances d'expression politiques. *Revue européenne des sciences sociales XLV-136 | 2007*

Des transformations rendues possibles par le Code de l'indigénat qui autorisait l'administration coloniale d'appliquer les travaux forcés afin de satisfaire les besoins en main d'œuvre des industries et chantiers coloniaux.

Cette nouvelle donne s'est traduite par un fort déplacement des populations locales de leur lieu d'origine dont la conséquence sur le plan social a été une forte revendication identitaire comme l'explique M.M'Bodj, membre de l'organisation Forum Civil :

« Les gens ont été arrachés de leur milieu de vie, regroupés dans des cantonnements, ils ont senti le besoin de reconstituer les relations traditionnelles qui les unissaient. Donc à un moment donné, ils ont voulu prendre en compte leur appartenance commune à travers des associations de ressortissants de même localité » (entretien janvier 2010)

Parallèlement à cette forme d'organisations passives, des manifestations plus contestataires du mécontentement face aux travaux forcés sont notées progressivement dans l'entre deux guerres et se déclinent sous plusieurs formes passant par une expression littéraire et culturelle à une forme plus politique. En effet, la résistance se construit petit à petit grâce à la combinaison de plusieurs facteurs. On peut citer par exemple, la mobilisation des intellectuels à travers « des réseaux d'instruits » constitués en grande partie par les anciens instituteurs de l'école William Ponty de Gorée dont la mission était de former l'élite africaine française. ³ La contestation était perceptible dans les productions littéraires, les œuvres théâtrales ⁴, ou la mode vestimentaire. Cependant, comme le rappelle Jean-Hervé Jézéquel, les mobilisations des instituteurs se sont faites graduellement, mais surtout de manière dispersée. Il montre que les processus de mobilisation et de remobilisation de l'élite africaine durant la période coloniale sont séquencés, et sont influencés par des logiques coercitives de l'administration coloniale qui contrôle les productions artistiques au début. Son analyse rejoint celle de Babacar Fall qui lui aussi décline les formes graduelles de résistance des travailleurs forcés qui démarrent très timidement à partir de 1936 avec « la multiplication des réclamations auprès des commandants des cercles d'origine portant sur l'alimentation, l'organisation du travail, l'attitude de l'encadrement ou les salaires ». Ce n'est qu'à compter de 1937 que le processus de résistance s'enclenche et atteint son paroxysme à partir de 1945, avec la radicalisation du nationalisme africain aux lendemains de la seconde guerre mondiale où le mythe de l'invincibilité du blanc était tombé. ⁵ Comme l'explique Fall (1993)

« La Deuxième Guerre Mondiale favorisa sur un autre plan l'essor du nationalisme africain. La France saisit le développement de cette tendance et envisagea le réaménagement de ses rapports avec les colonies. La Conférence de Brazzaville (1944) permit l'annonce d'importants changements dans la politique de la France dans les Territoires d'outre-mer ». (p.4) ⁶

[3] Pour plus d'information sur l'influence des Pontiens dans la résistance face aux colons, voir l'article de Jean-Hervé Jézéquel, « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945) », Cahiers d'études africaines, 178 | 2005

[4] Voir l'article de Jean-Hervé Jézéquel, sur le théâtre contestataire intitulé "Le 'Théâtre des instituteurs' en A.O.F. (1930-1950). Pratique socio-culturelle et vecteur de cristallisation de nouvelles identités urbaines" in Fêtes urbaines en Afrique : espaces, identités et pouvoirs, pp. 181-200 / O. Goerg (dir.), Paris, Éd. Karthala.

[5] Les travaux de François Manchuelle reviennent amplement sur la naissance de ce nationalisme africain. Référence exacte : Assimilés ou patriotes africains? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française(1853-1931) (Assimilés or African patriots? The Emergence of Cultural Nationalism in French-Speaking Africa (1853-1931))Author(s Source: Cahiers d'Études Africaines, Vol. 35, Cahier 138/139 (1995), pp. 333-368

[6] Fall. Babacar« Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1946) », Civilisations, 1993

De 1945 aux années soixante dix : L'influence des auteurs de la négritude

Après la deuxième guerre, le processus de luttes pour les indépendances s'amorce grâce notamment aux auteurs de la négritude qui comme le souligne le chercheur Mamadou Dramé a été « l'instrument de lutte et de révélation des Noirs pendant la colonisation ». 7.

L'engagement et le désir des animateurs de ce mouvement de participer aux destinées de leur pays respectif est un phénomène que l'on retrouve chez des générations successives d'africains après les indépendances qui allient mobilisations à travers des œuvres artistiques et participation au débat public, comme en atteste ces paroles suivantes : « la polyphonie des voix qui révèle un projet international ou panafricain qui traverse les âges et met en contact de personnes qui, même si elles n'ont pas vécu dans la même période, partagent des idées qui ont pour sujet le devenir du continent ».(Dramé , 2011, p.1.)

Des années soixante dix aux années quatre vingt dix

Durant cette période, la société civile se décline plus par son caractère économique. En effet, le surgissement de cette forme de la société civile correspond à un contexte de crise globale : la sécheresse des années soixante onze et soixante treize qui a occasionné une immigration et un exode rural extraordinaire des zones rurales vers les pôles urbains. Comme l'explique si bien Roquet (2008) : « La sécheresse des années soixante-dix a bouleversé l'organisation pastorale antérieure et suscité un mouvement d'exode vers les régions méridionales mieux arrosées. [...]Ces migrations s'inscrivent dans le cadre des nouvelles stratégies de gestion du risque vivrier destinées à faire face à la dégradation pluviométrique, à la multiplication des invasions de criquets et de nuisibles, au dérèglement de l'écologie et à l'enchaînement de calamités qui ont conduit à l'effondrement des ressources. » (p.36, p.38) Il s'en suit un début de paupérisation qui va pousser le mouvement social à adapter ses interventions avec notamment l'apparition des ONG (organisation non gouvernementales).

C'est également la période où on assiste à la mise sur pied du Front culturel dont les précurseurs sont des membres des partis de gauche. Dès sa création, ses membres se sont positionnés comme des opposants fermes à la politique du président Léopold Senghor à qui, il reprochait son orientation élitiste aux antipodes des valeurs sénégalaises et africaines. Comme l'explique si bien N'Diougua Benga

« Le Front luttait pour une culture nouvelle, anti-impérialiste et antiféodale qui supplanterait une culture rétrograde de soumission et d'asservissement à la France, représentée par la figure de Senghor. (Benga., 2012, p.248). »

Cette confrontation ne resta pas sans conséquences, la répression ne se fit pas attendre, les militants de la gauche furent contraints à la clandestinité, certains furent emprisonnés, certains s'engagèrent dans d'autres modes d'investissement de l'espace public plus axés sur des problématiques de développement.

[7] « Faire le procès des indépendances 40ans après, réflexions autour de l'avis des jeunes africains par le biais du hip hop et de la littérature postindépendance ». Dramé, 2011

[8] Benga Ndiougua, « Mise en scène de la culture et espace public au Sénégal » *Afrique et Développement*, Vol. XXXV, No. 4, 2010, pp. 237–260, © Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2010 . « Le Front s'assignait comme objectif de sensibiliser le peuple sur la réalité qu'il vivait et de contribuer à l'affirmation d'une culture populaire authentique. Très tôt, le Front culturel avait identifié le choix senghorien de la primauté d'une culture élitiste. La lutte de libération nationale allait de pair avec un processus constant de luttes idéologiques où le mouvement culturel progressiste élevait la voix contre l'exploitation et l'oppression et posait le lien dialectique entre processus de libération nationale et développement des langues nationales. S'inspirant de modèles inconciliables, la confrontation était inévitable. »

« Avec la répression d'une partie de la gauche traditionnelle par le régime Senghorien au début des années soixante dix, une option qui leur restait était de se réinvestir dans le travail de réorganisation des populations paupérisées. Ces militants de la gauche vont porter la préoccupation développementale et économique des citoyens. Cela coïncide avec la mise en place de GIE (groupement d'intérêt économique), le gouvernement va créer cette nouvelle catégorie institutionnelle pour permettre aux populations d'en user pour répondre à leurs propres besoins ». (Kane. A, journaliste économique, entretien Janvier 2010). Tida Goudiaby (2008) corrobore, elle met en exergue l'interaction entre les problématiques de développement de ces années, et la participation citoyenne au Sénégal.

« Cette situation favorable à la participation vient surtout renforcer les conditions d'une implication des populations déjà bien établie dans l'espace public.

En effet, en raison de plusieurs décennies de mal développement et face aux défaillances des autorités sénégalaises dans la conduite des politiques, les populations ont largement investi l'espace public pour assumer des missions de service que l'Etat n'arrivait pas à assurer lui-même. Ainsi, même en l'absence de cadres formels ou institutionnels de confrontation avec les pouvoirs locaux, des citoyens organisés tentent de peser par divers moyens sur les décisions publiques, et plus largement sur l'action publique locale » (p.2)⁹

Des années quatre vingt dix à maintenant : Une société civile à caractère politique

L'émergence de cette troisième catégorie d'acteurs de la société civile débute avec le discours de la Baule où les exigences démocratiques universelles sont mises en exergue. La préoccupation de la société civile durant cette période est centrée sur la politique, notamment sur la gouvernance, les droits humains, la défense des libertés. Cette période coïncide avec l'émergence d'organisations de la société civile comme la Raddho (la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme créée à Dakar le 21 avril 1990 par de chercheurs et enseignants Africains, l'ONDH (Organisation Nationale des Droits de l'Homme), et l'organisation Forum Civil, créée quelques années plus tard en 1993. D'autres organisations de ce type vont progressivement voir le jour. Cette vague d'essence politique des années quatre vingt dix s'accompagne d'un retour en force des mouvements socioculturels comme le mouvement Set Setal « être propre et rendre propre en français), un mode d'investissement de l'espace public par les jeunes des quartiers à travers des activités de ramassage d'ordures, des travaux d'assainissement ou même de décoration. C'est également dans les années quatre vingt dix (dans la seconde moitié), que surgit la génération « Bul Faale » qui tire son nom du tube des rappeurs du groupe Positive Black Soul (PBS). « Le Bul Faale » qui est défini par Emmanuel Leroueil dans sa contribution intitulée : « La jeunesse : histoire d'un nouvel acteur politique » par ces mots : « Le terme *Bul Faale*, qu'on pourrait approximativement traduire par « On s'en fout » ou « Don't mind », symbolise la situation d'une génération qui assume son décalage avec le reste de la société, son contre-modèle » p.2. Il est à signaler que la traduction anglaise du mot « *Bul Faale* » don't mind telle que proposée par Leroueil (2011) a resurgi dans l'espace public, notamment au niveau des arènes de lutte traditionnelle, mais sous une nouvelle appellation « I don't care », un refrain entendu un peu partout dans le pays, grâce au chanteur populaire Pape N'diaye Thiopet.

[9] Tiré de l'Article de Tida Goudiaby dans sa contribution intitulée « Contrôler, institutionnaliser les dynamiques participatives au Sénégal (2008)

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

La lecture des trajectoires des différentes mobilisations que nous avons décrites ci-dessus montrent une homogénéité dans le processus graduel des causes de chacune de ces mobilisations. Même s'il est vrai qu'elles répondent à des logiques différentes qui vont de l'expression d'une lassitude face aux dérives des colons, à une expression plus politique, en passant par un besoin identitaire matérialisé par la production d'un discours sur soi.

Les causes et enjeux autour des mobilisations

Durant la période coloniale, il s'agit d'une mobilisation qui se justifie tout au début par la volonté d'exprimer son exacerbation face aux corvées des travaux forcés. Elle répond progressivement à des revendications identitaires car les populations colonisées qui sont allées à l'école française traduisent aussi un besoin d'expression de soi. Comme l'indique Jézéquel faisant allusion aux pontiens pour ne citer que ce groupe: « L'entrée en scène des instituteurs ne se réduit pas seulement à la production de discours de résistance ou de collaboration. Elle passe aussi, et peut-être surtout, par la production d'un discours sur soi. » (p. 5). La dimension politique ne sera prise en charge qu'ultérieurement

S'agissant de la portée de ces différentes mobilisations, elle peut être mise en parallèle avec la performativité des arguments, elle s'évalue aussi en prenant comme focale les enjeux durant chacune des moments, deux éléments qui vont avoir des incidences sur la trajectoire de ces causes et celles qui vont surgir ultérieurement sur la scène publique sénégalaise. A ce niveau, plusieurs points sont à prendre en considérant dans l'analyse; à titre illustratif, on peut parler de la formation des africains qui accumulent un capital cognitif. Cela va jouer par exemple sur les rapports de force qui basculent en faveur des colonisés qui ont combattu auprès des colons durant la seconde guerre mondiale. Ce qui nous permet de mieux mettre l'accent sur la relation entre « la portée d'un argument et le contexte dans lequel il est énoncé »¹⁰ (Manin 2002)

En nous basant sur les critères d'appréciation de la portée de la participation tels que proposés par Fourniau (2010), plus particulièrement sur le quatrième sens qui renvoie à la possibilité de transformation des acteurs, il serait possible de mieux appréhender comment la participation et les représentations des acteurs sont transformés. En effet, on voit qu'effectivement le discours de ceux qui se mobilisent sur la scène publique sénégalaise, s'est transformé dans l'argumentation au cours des années jusqu'à aboutir à une maturation. Phénomène rendu possible d'abord graduellement grâce à l'existence de ces « réseaux d'instruits » et la fédération des pays de l'Afrique occidentale française évoqués plus haut qui permettent une circulation des acteurs, des arguments et de l'information.

Ces observations peuvent être mises en rapport avec la mobilisation des animateurs du mouvement de la négritude qui évoluent dans un contexte marqué par la libéralisation de l'espace public et un rééquilibrage des rapports entre les colonisateurs et les colonisés. Le discours est plus politique et répond à des logiques de luttes pour les indépendances. Ici, l'information circule plus rapidement grâce à la présence de beaucoup d'intellectuels africains dans l'hexagone.

Après les indépendances, les enjeux sont autres, les nouveaux hommes forts du Sénégal, à l'instar de leurs homologues africains sont sommés de prendre leur destin en main. Les populations changent d'interlocuteurs et s'affrontent contre leurs pairs et non les colons.

[10] Manin montre que la portée d'un argument dépend doublement du contexte dans lequel il est énoncé tant quant au type de représentation engagé par un argument et quant aux chances qu'il puisse être repris, sans altération majeure, dans les arènes relevant de logiques fort différentes (Cité dans Chateauraynaud, 2007)

Les mobilisations s'articulent dans les années soixante dix autour d'une combinaison d'enjeux économiques et culturels, à cause d'une paupérisation croissante qui s'accompagne d'un fort désir pour une redéfinition des valeurs du pays. Le contexte changeant, les formes de mobilisation changent aussi avec le temps. Ainsi, le discours se transforme progressivement, de plus, de nouveaux enjeux émergent, face à ce que les populations appellent de dérives des hommes d'état, la mobilisation s'articule autrement, avec plus de possibilité à une expression contestataire pour interpeller les dirigeants politiques. Y'en a marre, émerge dans ce contexte.

II LE CAS Y EN A MARRE

Dans cette deuxième partie de notre réflexion, il s'agira de voir en quoi les différentes dynamiques de mobilisation du passé ont oui ou non influencé le mouvement y'en a marre. Cependant, avant d'aller plus loin, nous ferons un zoom sur l'origine de ce mouvement.

Genèse du mouvement Y'en a marre

1. Une origine spontanée

Y'en a marre, c'est une prise de conscience de la responsabilité individuelle devant l'inertie collective des citoyens. C'est avant tout un ras le bol contre soi-même avant d'être une expression de la lassitude envers les dérives du président Wade et de son gouvernement, comme en témoignent les propos de Fadel Barro, un des initiateurs et porte parole du mouvement qui, dans « Chronique d'une révolte, photographies d'une saison de protestation » dit : « Y en avait vraiment marre de moi-même. Je me suis levé avec des amis pour créer le mouvement » p.32. Comment des jeunes pouvaient-ils rester inertes face aux problèmes que le pays rencontrait, notamment, les coupures intempestives d'électricité, la cherté de la vie, le chômage massif des jeunes, tandis qu'au même moment dans la banlieue dakaroise, des imams du troisième âge s'organisaient pour faire face au puissant appareil gouvernemental et dire stop aux dérives étatiques. « La seule voix audible durant ces moments où notre peuple subissait les affres et l'incurie des tenants du pouvoir restait celle de imams de Guédiawaye. Ces personnes du troisième âge se sont levées pour dénoncer les coupures et la cherté de l'électricité. Quelle honte disons-nous ! » (Barro. F. 2012) p.31. *ibid*. Les jeunes étaient ainsi interpellés, l'heure de l'action avait sonné. Le devoir de résistance devenait une nécessité pour eux, surtout face à l'inertie et l'absence de stratégies cohérentes des partis politiques de l'opposition. Ainsi surgit Y'en a marre.

2. Les influences et raisons du succès du mouvement

Pour Y'en a marre comme pour beaucoup d'autres organisations de la société civile sénégalaise, on peut sans se tromper parler d'un mix des influences qui peut également être mis en perspective avec les facteurs explicatifs de leur succès.

2.1. L'interaction entre le chant et la contestation

Origine du hip hop : la contestation

Le hip hop né aux Etats-Unis dans les années soixante dix traduit l'expression d'un malaise face à la dégradation des conditions de vie des minorités en Amérique, notamment les noirs et les hispaniques. Se déclinant sous une forme revendicative et contestataire, sa « puissance d'expression » a su dépasser les frontières. C'est ainsi au Sénégal, comme dans le reste du

monde, le hip hop a servi d'instrument de résistance face aux défaillances et dérives des autorités. Il s'agit pour des jeunes, d'un mode d'investissement de l'espace public pour traduire leur conception du monde. Pour dire qu'à travers sa musique, l'artiste se sent investit d'une mission prophétique qui consiste en une transformation radicale de la société. Comme l'indique Dramé (2013) « La revendication de la thématique « de représenter » est très forte car c'est elle qui donne forme et vie au rap et justifie la mission du rappeur. » [...] p.3. « Le rappeur, en représentant, s'est forcément donné la mission de messenger et de porte-parole tout comme la négritude a été l'instrument de lutte et de révélation des Noirs pendant la colonisation. Le rappeur est certes un observateur, mais c'est aussi et surtout un journaliste des temps modernes. C'est pourquoi, il ne peut l'exprimer qu'avec des mots modernes. Ainsi, il pense qu'il y a nécessité de procéder à une véritable révolution dans le mouvement où le commercial tue l'engagement de ce poète des temps modernes ».p.3

Le rôle que le chant a joué dans les luttes de la période historique à nos jours

Ce sont les griots qui accompagnaient les guerriers aux champs de batailles, ils chantaient avant les combats pour revigorer les troupes.

« Les plus beaux chants de notre patrimoine culturel ne sont-ils pas nourris des hauts faits accomplis sur les champs de batailles au cours des siècles. » Wane. I (2012) dans « Chronique d'une révolte, photographies d'une saison de protestation » p.38. L'importance du chant, en tant qu'instrument galvanisant les combattants avant qu'ils n'entrent en action perdure. Aujourd'hui, ce fait s'illustre plus dans les arènes de lutte traditionnelle où le chant fait partie intégrante du décor comme nous l'explique Wane. I(2011)

« Dans la confrontation virile qu'est la lutte¹, les femmes sont au premier plan depuis la période précoloniale. Cette disposition n'est pas fortuite. C'est d'elles en effet que viennent les notes qui campent le décor. Leurs voix sont les premières à s'élever. Elles fusent avant même l'arrivée des lutteurs. Elles sont pour certains spectateurs « l'appel des arènes », le signal. Elles campent le décor de l'événement. Elles accompagnent ensuite les combats. Leur tonalité suffit pour ressortir le caractère festif de la manifestation, exprimer l'âpreté de la compétition. Les refrains, en s'élevant au moment du face à face, résonnent (ou sonnent) comme une sommation. Les chanteuses ne laissent pas le choix aux antagonistes en entonnant cet hymne au pouvoir masculin « *Bère baaxu gòor la* » : « La lutte est l'apanage de l'homme ». Ces mélodies créent une atmosphère solennelle stimulante pour les athlètes.

Jadis interprétés par les sœurs ou tantes du lutteur, ces chants qui ont le don de « pousser au dépassement » (Cissé 2009 : 137) sont passés dans le répertoire des cantatrices professionnelles qui sont devenues les animatrices « institutionnelles » des arènes. Leurs couplets rythment tous les combats, poussant chacun des adversaires à donner le meilleur de lui-même pour vaincre ou au moins sauver son honneur, l'arène devenant, le temps du combat, un lieu de réalisation de « l'idéal moral et social du groupe » (Ly 1967 : 43). »

2.2. L'influence des militants de la gauche (trotskistes- léninistes, maoïstes)

Le champ de la participation est largement investi par d'anciens militants de l'extrême gauche sénégalaise. Beaucoup parmi ces champions de la dialectique qui ont été affaiblis depuis l'époque Senghorienne ont quitté les partis politiques et se sont réinvestis dans les mouvements citoyens. Ils sont membres de la société civile ou accompagnent et organisent d'autres mouvements se réclamant de la société civile. L'engagement participatif chez eux pourrait être compris comme une recherche de tribune pour exprimer des idées que l'ancrage

partisan ne permet pas. Cette hypothèse nous semble d'autant plus plausible vue la confusion entre et le champ politique et le champ de la participation dans ce pays. A ce sujet on pourrait parler d'une motivation psychologique qui se traduit par le déplacement d'un besoin idéologique non assouvi à travers l'expression de la forme participative. A cette motivation, s'ajoute une autre d'ordre plus sociologique liée à la valorisation et la légitimation sociale.

L'idée de « transformations du militantisme » évoquée par (Neveu 2011) qui explique comment 'les formes de l'engagement et de la mobilisation se sont modifiées' correspond à cette catégorie d'acteurs engagés sur la scène publique sénégalaise. Dans son article, elle souligne

« Comment des militants issus des mouvements sociaux favorables à la participation ont pu intégrer des dispositifs de participation ou de gestion urbaine partenariale » p.191. Elle donne ainsi l'exemple des *Community Development Corporations*, décrites par Bacqué M. -H. (2005) en ces termes : « Chargées du renouvellement urbain dans les quartiers pauvres aux États-Unis, constituent pour partie un prolongement opérationnel des mouvements urbains des années 1970. Après l'échec du mouvement noir et l'écroulement de la gauche, ces dispositifs ont pu offrir une position de repli pour ces militants, dans une perspective pragmatique de changement social par le bas. » p. 191. Une expérience transposable au contexte sénégalais, où ce type de militants se retrouvant dans le discours argumentatif de mouvements comme Y'en a marre, les aident dans l'élaboration des stratégies, le monitoring de leurs actions, même s'il est vrai que le plus souvent, ils ne le font pas de manière visible.

2.3. L'influence internationale : Un contexte international changeant

La prise en compte de l'enjeu participatif dans les politiques publiques au niveau des arènes internationales a été aussi un catalyseur dans la mise à agenda de la démocratie participative au Sénégal. Comme pour beaucoup de pays, l'exemple brésilien de la participation n'est pas passé inaperçu. Evoquant, cet exemple, Blondiaux (2004) explique qu'il y a eu un « intérêt suscité par l'expérience de Porto Alegre sur le budget participatif », qui est devenu « la référence politique d'une grande partie de la gauche mondiale ». Ceci s'explique notamment par la globalisation des mouvements altermondialistes. La transposition des mouvements participatifs qui se sont développés un peu partout dans le monde a donc été déterminante pour une mise à agenda de la participation dans l'agenda public sénégalais. Le climat de contestation au niveau mondial. L'influence du forum social mondial, le printemps arabe, que certains ont transposé au Sénégal et l'ont appelé printemps démocratique sénégalais dont l'origine est liée au devoir de sauver un acquis démocratique et éviter un retour en arrière, (un recul démocratique) contrairement aux autres qui luttaient pour acquérir des droits. Le rôle du contexte international est également perceptible à travers les appels de plus en plus pressants des pays occidentaux à une plus grande démocratisation des pays africains.

2.4. L'influence nationale : Un contexte institutionnel et politique favorable

L'existence d'un contexte institutionnel et politique favorable n'est pas simplement la résultante des choix des acteurs non étatiques. Il y'a eu aussi au Sénégal, une volonté des politiques à institutionnaliser la participation citoyenne. Les enjeux liés à cette institutionnalisation de la démocratie participative sont nombreux, On peut dire ici que l'institutionnalisation semble répondre à des stratégies des politiques face à ce que certains auteurs appellent la crise de la représentation. En effet, pour eux, l'implication des politiques dans la mise sur agenda et la mise en place de la démocratie participative dans l'action publique s'explique par le fait que ces derniers analysent la participation comme une opportunité de se repositionner et de retrouver une légitimité « perdue ». Comme l'explique Hassenteufel (2010). « La mise sur agenda dépend aussi des bénéfiques politiques (électorales, symboliques,

stratégiques...) attendus. Un enjeu de politique publique est politisé et mis en avant par un (ou plusieurs) acteur(s) politique(s) afin de renforcer sa (ou leur) position dans la compétition politique. » p.4.

Son idée est reprise par un proche collaborateur du ministre sénégalais de la décentralisation en ces termes :

« La participation des habitants est un enjeu primordial si l'on veut refonder le politique et lui rendre sa capacité d'action. » (*DF, proche collaborateur du ministre de la décentralisation, Janvier 2010*)

2.5. La démocratisation des médias

L'histoire des médias au Sénégal montre une coïncidence entre l'émergence de la presse indépendante dans les années 1990 avec celle des mouvements citoyens à essence politique, qui ont mis en exergue le terme démocratie participative en accentuant la préoccupation démocratique citoyenne bâtie sur le besoin d'un discours oppositionnel. On notera que cette presse indépendante va se saisir de cette force de masse pour relayer ce discours oppositionnel. C'est cette tendance qui va énormément marquer le traitement médiatique de l'information politique. Les médias deviennent ainsi des relais nécessaires pour porter les revendications de la société civile au niveau des arènes publiques afin d'obtenir le soutien de l'opinion publique. En effet, le parallélisme entre la démocratisation des médias et le succès du mouvement Y'en a marre est perceptible à travers le nombre impressionnant de reportages fait sur eux et qui a fortement contribué à leur conférer une certaine légitimité populaire, faisant d'eux de nouveaux acteurs du jeu sociopolitique sénégalais qu'ils ont complètement bouleversé.

« Traitement de l'activité oblige, le mouvement y en a marre a su tirer profit de cette nouvelle donne. Bénéficiant au passage du coup de pouce de la presse. (Savané & Sarr, 2012. p7.)

2.6. La maturité des organisations de la société civile

Le choix des acteurs de la société civile a été un élément crucial dans la mise à agenda de la démocratie participative. Si les y'en a marristes ont pu s'imposer très rapidement sur la scène politique, c'est grâce également au capital accumulé par les organisations du monde civil qui comme on l'a rappelé plus haut, sont passées d'une revendication sociale à une revendication politique depuis le début des années quatre vingt dix. Elles ont eu en vingt ans la possibilité de capitaliser une expérience solide. Cette maturité, a permis la « formation de citoyens actifs ». (Dewey. 1927), capables de mettre en œuvre des stratégies de mobilisation collective pertinentes. Cela permet aussi à de nouveaux mouvements comme Y'en a marre de bénéficier de conditions favorables à une meilleure expression des revendications populaires dans l'espace public. Nous nous accordons avec Emmanuel Leroueil qui dans sa contribution intitulée : « La jeunesse : histoire d'un nouvel acteur politique », montre que Y'en a marre comme d'autres mouvements similaires constituent un prolongement des actions entreprises par des acteurs de la sphère publique depuis des décennies « La génération facebook », contestataire, révolutionnaire, est portée au pinacle, comme si sortie de nulle part, comme si personne ne l'attendait. C'est oublier un peu vite une tendance sociologique profonde qui s'exprime sur la scène politique subsaharienne depuis les années 1990 et dont les fruits arrivent enfin à maturité au début de cette deuxième décennie du XXI^e siècle. » p. 1

2.7. Le partage du pouvoir politique entre état et société civile

L'idée de partage du pouvoir politique entre état et société civile est un vieux débat. Grossman et Saurugger (2006) rappelle que :

« Depuis Tocqueville, le rôle de la société civile et plus particulièrement du phénomène associatif, est vu comme fondamental pour le bon fonctionnement d'un état » (p.104). Cette idée a été analysée et conceptualisée à partir de la notion de l'échange politique. « Différents

acteurs ont intérêt à participer à l'échange [...]. Pour l'état, le principal objectif est la paix sociale et, plus particulièrement, la pacification des relations professionnelles, éventuellement aussi la réduction des coûts de gestion. Pour y parvenir, il est prêt à déléguer du pouvoir » (Grossman & Saurugger, 2006, p. 106-107). Il est vrai que le débat a récemment pris une autre tournure ces dernières années, notamment avec la montée en puissance de la démocratie participative dans le discours public. Rappelons simplement que l'inclusion d'autres acteurs dans le processus politique par l'état a toujours soulevé des controverses. Si certains ont vu en cela un aspect important pour le bon fonctionnement de la démocratie, d'autres se demandent si l'inclusion n'est pas une simple mascarade. On peut noter pour illustrer cette pensée, la thèse de (Blondiaux, 2004), même s'il se situe dans le contexte politique et législatif français, son analyse peut être transposable au contexte sénégalais. En effet, il estime que malgré le fait qu'on constate « un consensus fort autour de l'idée d'une démocratisation de la sphère publique locale » en réalité, il s'agit d' « Un consensus de façade, derrière lequel les ambiguïtés demeurent nombreuses. Les contenus placés derrière cette idée de participation varie très fortement selon les interlocuteurs. » (p.2). La convergence de toutes ces influences et facteurs a permis un maintien du sujet de la démocratie participative dans le débat public et sa mise en place dans l'action publique au Sénégal. Ce qui a profité à des mouvements comme Y'en a marre.

Fonctionnement du mouvement, Y'en a marre

Plusieurs cas de dispositifs participatifs mettent en exergue l'impératif de l'action citoyenne pour la résolution de problèmes publics cependant les paramètres et les répertoires d'action sont différents. Beaucoup d'acteurs de la scène publique peinent à se faire entendre et imposer un sujet de débat sur la mise en agenda public.

La mise à agenda : Une construction des problèmes publics

La mise à agenda renvoie à la capacité des acteurs de la sphère publique à rendre visible un sujet de débat pour qu'il devienne un problème de politique publique. Son émergence se fait au détriment d'autres questions. Garraud (1990), définit la notion d'agenda comme

« L'ensemble des problèmes faisant l'objet d'un traitement, sous quelque forme que ce soit, de la part des autorités publiques et donc susceptibles de faire l'objet d'une ou plusieurs décisions » p. 27) L'existence d'une pléthore de problèmes susceptibles d'être discutés sur la sphère publique explique l'impératif pour l'ensemble des acteurs de mettre en œuvre de stratégies innovantes pour attirer l'attention du public sur certains problèmes et permettre leur émergence au détriment d'autres. Stephen Hilgartner et Charles Bosk (1988), expliquent ce phénomène ainsi « L'attention publique est une ressource rare, dont l'allocation dépend de la compétition au sein d'un système d'arènes publiques » (p. 55). Comment donc Y'en a marre a su bouleverser le jeu sociopolitique et s'imposer comme acteur incontestable dans le large faisceau d'acteurs engagés sur la sphère publique sénégalaise. ? En effet, le succès et la popularité de leur mouvement dépasse les frontières sénégalaises et africaines. Plusieurs reportages et de films ont été faits sur eux, ils ont été reçus par d'éminentes personnalités comme Barack Obama ; ils ont aussi la visite de plusieurs personnalités politiques du monde entier dont Laurent Fabius.

L'importance du débat

Contrairement à beaucoup de formes de mobilisations sociales, où l'argumentation ne joue pas un rôle prépondérant, on remarque chez les y en a marristes une série de démonstration de forces accompagnée d'une construction argumentative solide aussi bien en amont, qu'en aval des actions menées. Ce monitoring continu permet donc une évaluation, réajustement des

approches et stratégies. Même si comme le fait remarquer Chateauraynaud (2012) qui évoque l'usage paradoxal du débat dans les mouvements sociaux : « Si l'appel au débat est fréquent, il s'agit moins de confronter des arguments dans une logique de délibération publique que d'intensifier la mobilisation et de concentrer les forces contre une cible. » p.32. Dans y'en a marre, il y a forte conscience de la nécessité du débat pour la survie du mouvement. D'où d'incessants allers retours entre le répertoire d'actions et le répertoire argumentatif.

L'esprit Y'en a marre

Les sympathisants du mouvement se regroupent autour de ce qu'ils appellent « Esprit y'en a marre » qui selon Fadel Baro est : « Le démembrement du mouvement Y'en a marre dans chaque localité, nous avons décidé de l'appeler esprit parce dans y'en a marre, y a pas de cartes de membres, Y'a une subversion assumée. Le démembrement du mouvement est appelé esprit parce que c'est aussi un état d'esprit, parce qu'aussi c'est un espace ouvert qui n'est pas fermé parce que l'esprit ne peut pas être fermé, parce qu'aussi l'esprit y'en a marre quand on vient, on ne vient pas suivre quelqu'un mais on est dans un esprit, on est dans le groupe, on est dans la philosophie. C'est ça l'esprit Y'en a marre » (entretien, octobre 2013). Ce mode d'organisation, malgré quelques limites objectives, attire de par sa souplesse et son originalité. Contrairement à la lourdeur dans le fonctionnement des partis politiques, le cadre proposé par les Y'en a marristes intéresse plus les citoyens. Comme l'indique le journaliste Vieux Savané,

« Il y'a comme un souffle de liberté que l'on peut trouver dans des réalités qui sont hors partisanes et ce faisant ce cadre la passe mieux parce que ce n'est pas corsé ».

(Entretien octobre 2013). Une conception démocratique et participative de l'engagement citoyen qui donne une fraîcheur et une force à la révolte. « La force de ce mouvement est à chercher dans l'horizontalité des rapports qui nie dans une même dynamique les logiques communautaires qui ont jusque-là eu cours dans les regroupements de jeunes et l'existence d'allégeances basées sur la hiérarchie sociale. Dans ce mouvement, il n'y pas d'aîné, même pas de grand frère encore moins de leader à la bigman. Il est affaire de posture citoyenne au-delà de toute considération hiérarchique qui conférerait une quelconque posture de leader imméritée liée au sang ou à l'avoir. Dans ce mouvement la responsabilité de l'individu est fonction de son degré d'engagement. Le leadership est horizontal et se construit autour de logiques de solidarité. » Diagne M. (Sud QUOTIDIEN)

La responsabilité, la détermination et le sang-froid

Dans leur démarche quotidienne, la rigueur et l'exemplarité semblent être les maîtres mots. En effet, ils s'évertuent à travers des actions civiques de gommer l'image que beaucoup de sénégalais avait d'eux (de simples rappers, fumeurs de chanvre). « Y'en a marre, ce n'est pas un mouvement spontané qui sort parce qu'il y a des coupures d'électricité et qui fout la pagaille et après basta ou bien un mouvement qui se spécialise à faire de grands rassemblements et après non, c'est fini ou bien un mouvement qui se contente d'être devant les médias, que du spectacle et après ça va ». Fadel Barro (entretien Octobre 2013). L'organisation et le professionnalisme des y'en a marristes a surpris plus d'un, à commencer par le pouvoir de Abdoulaye Wade qui comptait jouer sur le registre de la banalisation. On observe ainsi un déplacement de la fabrique argumentative des anciennes autorités étatiques, qui est passé de la banalisation à la répression en passant par l'intimidation et la corruption. Avec les nouvelles autorités, les méthodes corruptrices ont peut être changées mais on note cependant une volonté affichée de rapprochement avec les y'en a marristes, pour ne pas parler de tentative de récupération du mouvement. Les membres de Y'en a marre se sont vus proposer plusieurs postes de ministres, conseillers, présidents de conseils d'administration etc....

Une projection dans le temps

Même si certains observateurs parlent d'essoufflement du mouvement, eux se projettent dans le temps et inscrivent leurs actions dans la durée. Ils sont persuadés de la pertinence de leur

choix stratégiques et méthodologiques. « On se bat chaque jour à construire petit à petit une masse critique forte assez forte capable de porter son projet de développement, capable de prendre en main son destin. Nous travaillons de manière silencieuse sur une longue durée. Notre projet *Tabakh Euleuk* construire l'avenir en français est calibré sur 10 ans de 2012 à 2022 pour dire que nous nous inscrivons dans le temps pour transformer les choses. » Fadel Barro (entretien Octobre 2013)

Une approche axée sur la culture sénégalaise

Analyse lexicale des outils utilisés

On note chez les Y'en a marristes, une expression du désarroi, de leur lassitude face aux dérives du pouvoir à travers des outils de la culture. L'ensemble des outils stratégiques est puisé sur le patrimoine culturel. Une construction argumentative qui a ses soubassements sur le vécu quotidien du sénégalais lamda : slogans en langue nationale, « *Beneen Sénégal* » en français, un autre Sénégal, *Keen du nu naxat : Personne* ne pourra plus jamais nous leurrer. Une capacité créatrice qui est visible à travers la panoplie d'outils créés à chaque fois que le besoin se fait sentir. C'est l'exemple de « *Daas Fananal* » (ma carte, mon arme) lors des élections, « *Plan Dogali (achever)* » , un plan destiné à achever la bataille pour le départ du président, «*tey la Waalo gëna aay*» Celà va de mal en pis, pour réitérer leur engagement à combattre les nombreuses coupures d'électricité, « *Dox Mbokk* » et « *dàllu ndakaaru* » pour la proximité, suite à leur sommation d'arrêter d'utiliser des voitures sonorisées pour atteinte à l'ordre public. Il s'agissait de distribuer des prospectus dans les bus. Comme l'exprime Alioune Sané co-porte parole du mouvement « C'est cela le génie de la jeunesse sénégalaise qui face aux contraintes, au manque de moyens trouvent toujours des solutions alternatives moins couteuses et qui permet d'arriver à des choses inattendues. » (Septembre 2013)

Bilan des pratiques participatives du mouvement, Y'en a marre

Les membres du mouvement Y en a marre considérés par beaucoup comme « les maîtres d'œuvre de la résistance » au Sénégal, symbolisent les nouveaux visages du « contre pouvoir » comme il se définissent eux-mêmes.

Après deux ans et demi d'existence une évaluation des programmes participatifs initiés par les y en a marristes, montre que les principaux problèmes publics posés dans le pays, sont mis en exergue par ces derniers et les arguments qu'ils apportent le plus souvent, arrivent à convaincre une bonne frange de leurs concitoyens qui adhèrent à leur discours revendicatif. « Leur discours passe mieux que celui des politiques parce que le parti politique par essence est partisan donc ça veut dire que c'est dans des œillettes bien petites que les uns et les autres se retrouvent mais la grande majorité ne se retrouve pas dans la réalité partisane. » Vieux Savané (entretien octobre 2013) Dans le registre des pratiques, on peut mentionner l'appropriation de l'espace public à travers des actions similaires à celles que l'on observait dans le mouvement « *Set Setal* » des années 90, évoquée plus haut. Ils organisent également les associations de quartier même s'il les vrai que ces dernières ne les ont pas attendues pour faire face aux défaillances des autorités étatiques et locales. En effet, comme nous l'avons déjà noté, les dynamiques participatives existent depuis dans les quartiers, cependant la présence des y'en a marristes participe à mieux fédérer les énergies et une certaine frange de la population qui n'était pas intéressée par la chose publique a pu être interpellée par ces jeunes rappers car reconnaissant leur impuissance individuelle face à la puissance de l'état. Cette idée de transformation de l'impuissance individuelle en énergie collective est très bien explicitée par Chateauraynaud (2012) qui montre que cette vision remonte au XVIIIe siècle : « Depuis le XVIIIe siècle au moins, une propension est communément partagée : en requalifiant les révoltes et les rébellion plus ou moins spontanées à travers lesquelles s'exprime un sentiment d'injustice, il est possible de transformer l'impuissance individuelle en énergie collective ». (p.33). C'est probablement l'un des mérites du mouvement Y en a marre comme

le disent Savané et Sarr (2012) à la page 35 lorsqu'ils expliquent « comment y'en a marre à briser l'inertie, l'indifférence et l'inaction des sénégalais grâce notamment à la fraîcheur de sa révolte. ». J'ajouterai à leur suite que le mérite de Y'en a marre c'est d'avoir pu fédérer des énergies dispersées. Le mérite de ce mouvement repose également en sa capacité créatrice. Ne l'oublions pas, qu'il s'agit d'un regroupement d'artistes dont la force majeure se trouve dans la création. « Un mouvement surgi de la banlieue autour d'un slogan qui, à première vue frise le nihilisme absolu mais qui en dernière instance est gros de créativité et d'espérance. Se muant en une sorte d'arme populaire, il hurle sa détestation de l'ordre en cours, un ordre structure autour de la mal gouvernance » (Savané & Sarr, 2012. p31)

Bilan du début de leur création jusqu' à maintenant

La conscientisation des masses populaires à travers

- Inscription de plusieurs milliers de citoyens sur les listes électorales (420.000 jeunes)
- Lutte pour le retrait de la candidature du président Wade
- Organisation de manifestations, dont la « foires aux problèmes » et des sit-ins sur des lieux symboliques comme la place de l'Obélisque ou la place de l'indépendance ; organisation de caravanes civiques.

La mise en œuvre d'actions civiques

Dans le cadre de leur opération « Nouveau type de sénégalais », des actions sont menées (nettoisement du centre de santé Philippe Maguilène Senghor de Yoff, envahi par les eaux de pluies, nettoyage du stade Léopold Sédar Senghor etc...). Incontestablement, le mouvement Y'en a marre joue aujourd'hui un rôle de contre pouvoir même s'ils ne sont pas les seuls à jouer ce rôle car le contre pouvoir n'est pas l'apanage d'une seule entité, mais celui de plusieurs et c'est la somme des actions de l'ensemble des contre- pouvoirs qui permet une marche normale de la démocratie. . Y'en a marre occupe un champ vide laissé par les politiques. Ceci est lié à plusieurs facteurs dont l'existence de la grande coalition de partis membres du gouvernement Benno bokk yakkar qui fausse le jeu démocratique à cause de l'excès d'indulgence envers le régime en place. Les y en a marristes sont conscients du rôle qu'ils ont joué et qu'ils doivent continuer à jouer pour non seulement préserver les acquis démocratiques mais également faire avancer le modèle démocratique sénégalais. Ils sont imbus d'un réel désir de transformation sociale du pays.». « Nous continuons de mener notre combat de principe pour l'éveil des consciences, parce que pour nous, le changement ne viendra pas de Maky Sall, non ; il ne viendra pas de sa coalition politique non, non plus des hommes qui l'entourent, ce sont les sénégalais quand ils décideront de changer, ils changeront ce pays. Nous restons un contre –pouvoir, c'est ca qui est l'expression exacte » Fadel Barro (entretien Octobre 2013)

CONCLUSION

Nous avons vu que même si Y'en a marre est un mouvement qui a surgi de manière spontanée. Les logiques de son émergence ne sont pas nouvelles sur la sphère publique sénégalaise. Beaucoup de similitudes entre ce mouvement et différents mouvements socioculturels et politiques sont perceptibles, notamment en ce qui concerne la combinaison d'une expression artistique d'un côté et d'une expression politique de l'autre qui est liée à une volonté d'investir l'espace public comme ce fut le cas des intellectuels africains durant la période coloniale et aussi les précurseurs de la négritude. Les ressemblances existent aussi avec les animateurs du front culturel tant sur la fabrique argumentative que sur les outils puisés dans la culture nationale pour une plus large diffusion Ce qui permet de parler d'un devoir de replacer le mouvement Y'en a marre dans l'histoire socioculturelle et politique du Sénégal. Notre analyse est partagée par Savané (2013) qui estime que :

« Y'en a marre s'inscrit dans une historicité, ça s'inscrit dans une dynamique. L'histoire est mouvante, l'histoire n'est pas statique. On peut même dire que l'histoire c'est des séquences, l'histoire c'est une continuité et une discontinuité et à chaque étape historique, il y a peut être un mouvement qui peut être représentatif d'une certaine aspiration, d'une certaine espérance » (entretien Octobre 2013).

C'est dire que ce mouvement symbolise la synthèse réussie de toutes les luttes portées aussi bien par les mouvements socioculturels, les syndicats et les partis politiques, notamment les partis de gauche à fort ancrage idéologique qui ont joué un rôle considérable dans l'émergence d'une société civile et politique mature dans ce pays. `Nous pouvons donc conclure avec Neveu (2011), à qui nous avons empruntée son questionnement sur l'héritage pour dire que comme dans le cas de l'expérience participative de Porto Alègre pour lequel, elle parlait d'un héritage, et même « d'une traduction directe des projets des mouvements sociaux dans un projet étatique. », l'expérience y'en a marre est l'héritage de plusieurs décennies des luttes menées par les différents mouvements sociaux ; un héritage certes bien sauvegardé par cette jeunesse engagée, encline à faire de son mieux pour faire avancer la démocratie sénégalaise, mais un héritage tout de même.

Bibliographie

Bacqué M.-H., 2005, « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme ? Empowerment zone aux États-Unis et politique de la ville en France », in Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y. (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p. 81-100.

Benga N., 2010, « Mise en scène de la culture et espace public au Sénégal », *Afrique et Développement*, 35(4), p. 237-260,

Blondiaux, L., 2004, « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », in Bacqué, M.-H., Rey, H., Sintomer .), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p.119-138

Bourdieu, P., 1981, « La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38 (36-37), p. 3-24

Bourdieu, P., 2003, « L'objectivation participante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 150 (1), p. 43-58

Chateauraynaud, F., 2007, « La contrainte argumentative. Les formes de l'argumentation entre cadres délibératifs et puissances d'expression politiques », *Revue européenne des sciences sociales XLV(36)*, p. 129-148

Chateauraynaud F., 2011, *Argumenter dans un champ de forces : Essai de balistique sociologique*, Pragmatismes, Editions Petra

Centre d'études des Sciences et Techniques de l'information et la Fondation Konrad Adenauer : *Chronique d'une consolidation démocratique*, No 16 Mai 2013

Cissé, M., 2009, *Parole chantée et communication sociale chez les Wolof du Sénégal*, Paris : L'Harmattan.

Diagne M., 2010, « Y'EN A MARRE » ou les jeunes de plain pied dans l'espace public <http://seneclash.com/Y-EN-A-MARRE-ou-les-jeunes-de.html> (accès le 10 /10/2013).

Dramé M., « Faire le procès des indépendances 40 ans après, réflexions autour de l'avis des jeunes africains par le biais du hip hop et de la littérature postindépendance », manuscrit ; Communication à la Conférence internationale à Accra

Fall B., 1993 « Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1946) », *Civilisations* 41, <http://civilisations.revues.org/1717> ,(accès le 20 novembre 2013

Fourniau J-M.,2010 « Des questionnements sur les effets de la participation du public à la modélisation de sa portée » URL : www.concertation.hypotheses.org/8, (accès, le 15 janvier 2011)

Fourniau, J.-M. , 2011. « L'institutionnalisation controversée d'un modèle français de débat public », *Télescope*, . 17 (1) p. 70-93.

Garraud, P., 1990. « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, 40 (1) p. 17-41

Grossman E., Saurugger S., 2006, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Armand Colin

Hassenteufel, P. , 2010 , « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales* 1(157), p. 50-58. URL : www.cairn.info/revue-informations-sociales--1-page-50.htm, (accès le 16 Octobre 2013)

Jézéquel J-H., 2005, «Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945) Des « meneurs de galopins » dans l'arène politique » *Cahiers d'études africaines*, 178, Le retour du politique

Kouoh. K., 2012, *Chronique d'une révolte, photographies d'une saison de protestation*, Raw Material Company, Dakar ; Haus der Kulturen der Welt, Berlin, 2012 (ISBN 9783943994025)

Lascoumes, P., Le Galès, P., 2006. *Sociologie de l'action publique. Broché*

Leroueil. E., 2011 « La jeunesse : histoire d'un nouvel acteur politique » <http://terangaweb.com/tag/emmanuel-leroueil/page/4/>, manuscrit , contribution publiée

Ly, B., 1967 « L'honneur chez les Toucouleurs et les Ouolofs », *Présence africaine* 61 p. 32-67.

Manchuelle F., 1995 « Assimilés ou patriotes africains? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française(1853-1931) (Assimilés or African patriots? The Emergence of Cultural Nationalism in French-Speaking Africa (1853-1931)) *Cahiers d'Études Africaines*, 35(138/139), p. 333-368

Neveu C., 2011 « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 1 (1), p. 186-209

Roquet D., 2008, « Partir pour mieux durer : la migration comme réponse à la sécheresse au Sénégal ? », *Espace populations sociétés*, (1), Populations, vulnérabilités et inégalités écologiques

Savané V., Sarr B-M., 2012, *Y'en a marre : Radioscopie d'une jeunesse insurgée au Sénégal*, l'Harmattan

Wane I., 2011 « Lutte, médias et marketing : Le folklore à l'épreuve du show business », manuscrit, Communication à la Conférence internationale sur *Intellectual Property, Normative Orders and Globalization*, Institute for Advanced Studies in the Humanities, Bad Homburg (Allemagne), 2-4 juin 2011